

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 022/OLUCOME/12/2018 PORTANT SUR LA
JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION CELEBREE LE 09
DECEMBRE DE CHAQUE ANNEE.**

*« La corruption, un cancer pour l'état de droit, un crime grave qui sape les principes démocratiques et le développement socioéconomique au Burundi où la corruption est devenue un système de gouverner. Le thème choisi par les Nations Unies pour cette année qui est **Unis contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité** devrait nous interpeler. »*

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) reste profondément préoccupé par une situation qui continue à s'empirer où les graves violations des droits économiques, sociaux et culturels sont devenues quasiment un mode de vie des dirigeants burundais et ses lieutenants. Cependant, ces derniers ne cessent pas de cacher la face et de faire des discours machiavéliques tout en faisant régner la corruption et ses maux connexes.

2. Depuis 2007, l'OLUCOME se joignait au monde pour célébrer la journée internationale de lutte contre la corruption et trouvait ainsi l'occasion de décerner le prix « Ernest MANIRUMVA » pour un individu, un groupe ou une institution publique ou privée pour avoir mené des actions louables de développement pour la paix, la gouvernance à tous les niveaux et la lutte contre le fléau de la corruption. En revanche, la journée internationale de lutte contre la corruption est célébrée au Burundi au moment où il est parmi les 10 premiers pays les plus corrompus au monde et vient aussi en 2^{ème} position parmi les pays les plus pauvres du monde selon les rapports de Transparency International, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI). Nul n'ignore qu'au 1^{er} mandat du Président Pierre Nkurunziza et son parti au pouvoir en 2005, le Burundi se classait en 36^{ème} position parmi les pays les plus corrompus au monde. Plus d'un alors ont pu d'un côté assister aux slogans politiques de lutte contre la corruption, de bonne gouvernance et d'un autre côté les Conventions internationales de lutte contre la corruption ont été ratifiées ainsi que la promulgation des textes nationaux censés prôner la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption en ont suivi. Néanmoins, ces textes n'ont été que des épouvantails et les discours n'ont jamais été traduits en réalité. En plus, les défenseurs de la gouvernance à tous les niveaux qui rappelaient au Gouvernement au respect et à la mise en œuvre des recommandations issues du rapport d'évaluation des mécanismes des Nations Unies et africains pour la lutte contre la corruption, la lutte contre l'impunité rentrent dans l'œil du cyclone et sont traités d'ennemis du pays à abattre.

3. Parallèlement, le Burundi continue à tomber dans les griefs de la faim et de la pauvreté extrême. La violation de l'accord d'ARUSHA pour la Paix et la Réconciliation au

Burundi a occasionné le départ en grande partie des capacités intellectuelles parmi le peuple Burundais et les investisseurs étrangers en ont pliés leurs bagages. Le Gouvernement ne pouvait qu'emprunter une voie suicidaire d'endettement intérieur qui s'est évalué à plus de 120 % du budget général de l'Etat de 2018. Aujourd'hui, ce dernier a institué une politique de sucer sa population meurtrie par la misère sans nom à travers l'augmentation excessive des impôts, taxes et les contributions anticonstitutionnelles qui sont demandés 13 fois par mois et par personne. La crise sociopolitique de 2015 a détérioré les bonnes relations qui existaient entre le Burundi et ses partenaires techniques et financiers qui finançaient plus de 50% du budget général de l'Etat. Ces derniers ont estompé, diminué ou réorienté la part de leur financement pour le Burundi. Ainsi, selon l'OLUCOME, il serait illusoire voire utopique de parler de la bonne gouvernance, de développement socioéconomique dans un pays où la paix et la sécurité ne sont pas garanties.

4. Egalement, l'OLUCOME célèbre cette journée internationale de lutte contre la corruption dans la grande tristesse où il s'observe la non séparation des pouvoirs, le rétrécissement des libertés publiques, la mauvaise gouvernance à tous les niveaux, la crise du leadership accru, la non acceptation du débat contradictoire, l'interdiction de la manifestation publique et l'intolérance d'opinion divergente. Pour ainsi dire qu'il y a une crise grave du leadership qui bloque le Burundi à avancer sur les rails du développement et de la bonne gouvernance. Suite à cette crise grave du leadership visionnaire au Burundi, les dirigeants politiques actuels ne se soucient plus de la faim qui s'abat sur le peuple burundais où près d'un ménage sur deux (environ 4,6 millions de personnes) souffre d'insécurité alimentaire, et plus de la moitié des enfants affichent un retard de croissance (PAM, 2014 et 2016).

5. Aussi, l'OLUCOME célèbre cette journée de lutte contre la corruption après 10 ans de l'assassinat ignoble de son Vice-président Ernest Manirumva. Après 6 ans d'avoir interjeté appel en cassation, la justice burundaise a décidé de répondre l'OLUCOME par le silence absolu.

6. Face à cette situation contextuelle de célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption, l'OLUCOME interpelle :

A. Aux membres du Gouvernement du Burundi en place de :

- Prendre conscience de sa responsabilité quant aux exactions et crimes socioéconomiques qui se commettent actuellement et de pouvoir y répondre comme par ailleurs d'autres régimes qu'ils ont précédés;
- S'engager à la lutte contre la corruption et se déchaîner des corrupteurs et corrompus devenus plus forts que l'Etat ;
- Se pencher sur la paix à travers le dialogue et le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, gage de la gouvernance, de lutte contre la corruption et d'un développement réel et durable.

lp

B. Aux politiciens burundais à :

- lutter contre l'égoïsme dominant, la corruption, la mauvaise gouvernance politique, économique et à emprunter la voie du développement, de la paix et de la sécurité pour tous à travers l'élaboration des projets de société dans leurs partis politiques respectifs.

C. Au peuple burundais :

- De refuser d'être manipulé et sucé par une classe politique aux intérêts égoïstes.

Vive un Burundi uni contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité.

Fait à Bujumbura, le 08 / 12 / 2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

